



ALIMENTATION : QUELS DEFIS NOUS ATTENDENT ?

Synthèse du débat du mercredi 6 juin 2012

Par Nathalie Fabre

Notre alimentation et notre agriculture font aujourd'hui l'objet de nombreuses critiques. Un peu partout, des voix s'élèvent et des initiatives se mettent en place pour réclamer un modèle de production et de distribution alimentaire plus durable et plus solidaire. Quels sont les risques qui pèsent aujourd'hui sur notre alimentation ? Comment en sommes-nous arrivés là ? Dispose-t-on aujourd'hui de solutions satisfaisantes pour faire évoluer notre système de production et de distribution alimentaire ?

A travers sa mission Science et Société, l'Université de Lyon a souhaité faire le point sur ces questions, en consacrant un volet de son dispositif de dialogue *Et si on en parlait* à l'alimentation. Après plusieurs ateliers en petits groupes, une soirée-débat a été organisée le 6 juin, en présence de Michel Guglielmi, agroéconomiste, professeur d'économie à l'ISARA-Lyon ; Agnès Giboreau, directrice de recherche à l'Institut Paul Bocuse, chercheuse associée au laboratoire Neurosciences Sensorielles Comportement Cognition (Université Claude Bernard Lyon 1/ CNRS/ INSERM U1028 ; UMR 5292) ; et Laurence Bérard, ethnologue, équipe « Ressources des terroirs - Cultures, usages, sociétés » du laboratoire d'éco-anthropologie et d'ethnobiologie (CNRS / Muséum National d'Histoire Naturelle ; UMR 1206).

I- Alimentation : quels sont les grands défis à relever ?

La modernisation de l'agriculture et la croissance des échanges ont permis d'importants progrès dans la lutte contre la faim, notamment en Europe. Elles ont également accentué les inégalités entre pays riches et pays pauvres, provoqué d'importants dégâts environnementaux et généré de nouveaux problèmes de santé (obésité notamment).

Répondre à des demandes alimentaires accrues...

Pour l'avenir, la pression démographique croissante – 7 milliards d'humains en 2012 ; 9 milliards prévus en 2050 – rend nécessaire une augmentation de la production agricole. Selon les scénarii de prospective disponibles, l'augmentation jugée nécessaire varie de +30% à +100% par rapport à la production actuelle¹.

Ces scénarii sont fonction des objectifs que l'on se fixe et de ce que l'on entend par « nourrir », décrypte Michel Guglielmi : s'agit-il de poursuivre les tendances actuelles – sachant qu'aujourd'hui environ 1 milliard de personnes souffre de la faim ; 1,5 à 2 milliards de personnes sont en carence

¹ Sur les différents scénarii agricoles, consulter l'interview de Michel Guglielmi « On demande aux agriculteurs de produire moins et plus propre en étant payés moins cher ! » : <http://etsionenparlait.hypotheses.org/664> et l'article « Fonctionnement de notre agriculture : des verrous à faire sauter » : <http://etsionenparlait.hypotheses.org/851>

alimentaire, et autant en situation de surpoids ? Ou bien souhaite-t-on rééquilibrer les assiettes alimentaires, lutter contre le gaspillage et les inégalités de répartition ? Faudra-t-il, par ailleurs, faire face à des demandes croissantes d'alimentation animale, notamment de la part des pays émergents – Chine, Inde... - comme semblent l'indiquer les tendances actuelles ? Quoi qu'il en soit, une augmentation de la production agricole s'annonce nécessaire, ce qui peut entraîner une pression plus importante sur l'environnement.

Augmenter la production agricole tout en préservant les ressources naturelles...

L'augmentation de la production agricole risque de rencontrer un certain nombre de problèmes : des problèmes de disponibilité des terres et de l'eau, d'abord, sachant que les ressources disponibles sont limitées et que l'essor des bio (ou agro)-carburants suscite actuellement de fortes pressions sur le foncier². Des problèmes de modèle agricole, ensuite, car le pétrole sur lequel repose toute notre agriculture chimique s'amenuise. Des problèmes environnementaux, enfin : notre agriculture va devoir s'adapter à la nouvelle donne climatique³, réduire son impact sur la biodiversité et vraisemblablement réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Comment dès lors parvenir à répondre à des demandes alimentaires accrues dans un tel contexte ? Tout le défi consiste à produire plus, mieux et avec moins : une équation qui s'annonce compliquée.

Des évolutions difficiles dans un contexte de forte volatilité des prix agricoles

A cela s'ajoutent des problèmes de volatilité des prix agricoles au niveau mondial, qui mettent en difficulté tant les populations urbaines pauvres que les agriculteurs et producteurs locaux. Comme le souligne Laurence Bérard, le travail agricole est un travail de longue haleine, qui est totalement décalé par rapport aux fluctuations rapides des prix agricoles. Comment demander aux agriculteurs de produire plus et mieux, sans garantir une certaine stabilité des prix ? Selon Michel Guglielmi, cette volatilité est aujourd'hui inscrite dans notre situation mondiale et une augmentation des prix agricoles est à prévoir en tendance dans un avenir proche.

Des craintes concernant l'autonomie alimentaire des populations

Enfin, les petites exploitations et les Petites et Moyennes Entreprises (PME) agroalimentaires sont soumises à la pression des quelques grands groupes qui concentrent l'essentiel des marchés. Elles sont également mises en difficulté par les normes sanitaires, souvent très exigeantes, qui pour être satisfaites supposent des moyens conséquents. Peu à peu, ces petites structures se regroupent ou disparaissent. Une situation perçue comme inquiétante par certains participants, qui craignent notamment une perte d'autonomie alimentaire⁴.

² 50 % de la canne à sucre sont transformés en éthanol au Brésil et 40 % du maïs aux Etats-Unis. En France, environ 6% des terres agricoles sont consacrées aux agro-carburants, ce qui représente deux fois la superficie des cultures bio (environ 3 %). Comme le souligne Michel Guglielmi, cette utilisation de denrées agricoles à des fins non alimentaires peut être questionnée, d'un point de vue éthique et écologique.

³ Avec les changements climatiques, davantage d'événements climatiques extrêmes (inondations, sécheresses...) sont attendus. Une adaptation des palettes végétales s'annonce également nécessaire, même s'il est très difficile de déterminer les conséquences précises des changements à l'échelle d'un territoire. Voir à ce sujet : le cycle *Et si on en parlait* de l'automne 2012, consacré à la thématique « Changements de climat, changements de société ? ».

⁴ Voir notamment les problématiques liés aux semences dans l'article « Fonctionnement de notre agriculture : des verrous à faire sauter » : <http://etsionenparlait.hypotheses.org/851>

II- Comment en sommes-nous arrivé-e-s là ?

Produire plus, mieux, avec moins... Réduire la volatilité des prix agricoles... Préserver le tissu agricole local... Saurons-nous relever ces défis qui paraissent colossaux ? Pour les participants, plusieurs points de blocage rendent complexe tout changement de cap : le poids des multinationales, d'abord, qui disposent d'un budget souvent supérieur à celui de nombreux Etats, avec des capacités de recherches privées qui excèdent souvent les capacités de recherches publiques. La complexité du sujet et la difficulté d'appréhension de ces enjeux par les responsables politiques, ensuite. Enfin, le contexte néolibéral et les réticences des pays dominants de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à introduire des mécanismes de régulation des échanges.

Néanmoins, il importe de se garder de toute vision réductionniste : les dérives que connaît aujourd'hui notre système agricole sont le produit de nombreux facteurs. C'est pourquoi un retour sur l'histoire de l'agriculture et des politiques agricoles depuis la Seconde Guerre mondiale est utile pour bien analyser la situation actuelle, dans la diversité de ses composantes.

La modernisation de l'agriculture : un souhait collectif

Comme le rappelle Michel Guglielmi, après-guerre, on se souciait surtout de produire plus, en augmentant les rendements, pour éradiquer famines et pénuries. Il s'agissait également de réduire la pénibilité du travail agricole, tout en limitant la main d'œuvre et le nombre d'exploitations agricoles. Ces objectifs étaient largement partagés par l'ensemble de la société. Ainsi, la modernisation de l'agriculture a certes été influencée par des industriels et fortement accompagnée par le politique – avec la mise en place de la Politique Agricole Commune (PAC) au niveau européen, à partir de 1962. Mais il y a eu aussi une large adhésion des agriculteurs et des citoyens à ce processus. Pour les jeunes agriculteurs, la modernisation et la technicisation du métier étaient une façon de se démarquer de leurs aînés et d'améliorer leur image de « cul terreux », selon Michel Guglielmi. Et pour les consommateurs, primait l'exigence d'une alimentation accessible à tous, donc à bas coût.

Une alimentation à bas coût : à quel prix ?

La part du budget des ménages consacré à l'alimentation chute depuis de nombreuses années : aujourd'hui seulement 14 % de leur budget est consacré à l'alimentation, contre 60 % après-guerre ; et les $\frac{3}{4}$ des dépenses alimentaires des ménages se font dans des grandes surfaces. Les choix alimentaires des consommateurs sont surtout conditionnés par des contraintes économiques (prix) et par le désir de se faire plaisir, souligne Agnès Giboreau. Ces exigences conduisent à privilégier les productions de masse, qui permettent de réduire les coûts par des économies d'échelle. Ainsi, d'une certaine façon, l'alimentation disponible aujourd'hui est le reflet de ce que les consommateurs souhaitent acheter... des consommateurs dans l'ensemble peu soucieux – ou peu conscients – du prix social, environnemental, etc. de cette alimentation de masse.

La dérégulation des marchés agricoles : une logique néolibérale ?

Jusqu'au début des années 90, l'Europe s'était dotée d'un système de stockage des denrées, qui permettait de réguler l'offre et la demande, et de garantir des prix stables pour les agriculteurs. Ce système protectionniste a été supprimé sous l'effet des négociations en Europe et au niveau international, pour plusieurs raisons, rappelle Michel Guglielmi. D'une part, le système avait atteint ses limites : avec des prix agricoles garantis sans limitation de volume, les producteurs de l'époque

étaient incités à produire en quantité. Ces mesures ont abouti à des excédents de production tels qu'ils dépassaient les besoins de consommation. On a donc décidé d'écouler ces excédents sur les marchés mondiaux, en subventionnant les exportations pour permettre leur compétitivité. Absurde et coûteux, le système avait fait l'objet, d'autre part, de nombreuses critiques au niveau international⁵. Enfin, la suppression des mécanismes de protection a été décidée, dans un contexte où la tendance économique et politique dominante allait clairement dans le sens d'une libéralisation et à une dérégulation des échanges.

III- Peut-on changer de cap ?

Plusieurs aspirations sociales, politiques, professionnelles... ont convergé après guerre pour donner naissance à notre modèle agricole actuel. Un changement de cap serait-il aujourd'hui envisageable ? « *C'est sûr qu'il y a plein de choses [qui peuvent rendre] pessimistes, mais il ne faut pas oublier l'émergence de projets innovants et tournés vers l'avenir* », témoigne une participante aux ateliers : plusieurs initiatives locales et pistes de solutions existent, qui semblent aller dans le bon sens. Des leviers d'actions ont également été identifiés, qui pourraient contribuer à « *changer les choses* ».

Un intérêt marqué pour le local...

Plus la globalisation s'installe, plus elle provoque un intérêt marqué pour le local et les spécificités des territoires. C'est l'un des paradoxes de la globalisation, souligne Laurence Bérard. Dans ce contexte, les démarches de protection de l'origine prennent de plus en plus d'importance. Celles-ci permettent parfois aux agriculteurs de mieux vivre de leurs produits, et de protéger certaines variétés et savoir-faire locaux – à l'instar du cahier des charges du fromage Comté particulièrement exigeant. Ces démarches de labellisation – qui correspondent à des réalités sur les territoires – restent cependant à améliorer, pour éviter certains effets négatifs et pour améliorer l'information des consommateurs⁶.

... Vers une relocalisation de l'agriculture ?

Autre offre de consommation à avoir le vent en poupe : les circuits-courts. En mettant en relation directe (ou quasi) producteurs et consommateurs, ceux-ci permettent de s'affranchir des coopératives et des distributeurs. L'offre est claire et quelque peu subversive. En encourageant un approvisionnement alimentaire de proximité, elle favorise la relocalisation de l'agriculture, réduit en principe les coûts - économiques et écologiques - liés au transport et contribue au maintien d'un tissu social en milieu rural. Agnès Giboreau souligne l'intérêt qu'il y a en Rhône-Alpes à soutenir ce type de démarche, qui constitue une bonne façon pour les agricultures locales d'acquérir un avantage concurrentiel⁷.

⁵ A l'époque, le système agricole européen incluait des barrières protectionnistes à l'entrée et une subvention des produits à l'exportation. Les agricultures européennes ont alors été accusées d'exercer une concurrence déloyale sur les marchés mondiaux et de mettre ainsi à mal les agricultures des pays du Sud. Aujourd'hui, par contre, l'Europe ne subventionne pratiquement plus ses exportations agricoles, souligne Michel Guglielmi.

⁶ Voir à ce sujet l'article « Les produits de terroir passent à la marmite de Laurence Bérard » : <http://etsionenparlait.hypotheses.org/694>

⁷ Les producteurs rhônalpins ont souvent des coûts de production élevés, notamment à cause du relief de la région qui rend difficile l'exploitation agricole.

L'implication des citoyens et des consom'acteurs

Tout un chacun peut agir à un double niveau : comme consommateur, en effectuant des choix qui correspondent le mieux possible à ses propres valeurs ; et comme citoyen, en faisant pression sur les décideurs, par le biais par exemple de mouvements d'opinion comme Slow Food⁸. Le choix d'une consommation responsable – ou consom'action – ne permet pas, bien entendu, de résoudre tous les problèmes, mais elle peut avoir un effet d'entraînement et contribuer à créer ainsi les conditions d'acceptabilité sociale de nouvelles politiques. Les actions éducatives constituent aussi un excellent levier. Plusieurs participants témoignent ainsi des effets bénéfiques des cours de cuisine et autres animations autour de l'éducation au goût et à l'alimentation, qui peuvent être mis en place par exemple dans les centres sociaux ou dans les écoles. Pour Agnès Giboreau, l'accompagnement des changements en matière d'alimentation constitue un enjeu fort pour les chercheurs du Centre Européen pour la Nutrition et la Santé (CENS)⁹, qui vient d'être créé.

Repenser le système global

Pourtant, même si les conditions d'acceptabilité sociale d'un changement de cap étaient réunies, serait-il vraiment possible de modifier notre système agricole et agro-alimentaire ? Selon Michel Guglielmi, il existe une forte « dépendance au sentier », aux orientations choisies après guerre. Evoluer d'une agriculture fondée sur l'utilisation de nombreux produits chimiques vers des agricultures plus respectueuses de l'environnement est loin d'être évident : cela suppose un changement radical dans nos façons de produire et de distribuer. Pour rendre possible une généralisation des agricultures soucieuses des écosystèmes, il faudrait multiplier les expérimentations entre producteurs et chercheurs pour étudier localement les façons de produire qui permettent d'optimiser les processus biologiques.

Des évolutions sont également nécessaires à un niveau plus global, par exemple pour stabiliser les prix agricoles. Des mécanismes de protection pourraient ainsi être réintroduits : « Le stockage de la nourriture est une mission de service public, qui devrait être prise en charge par la collectivité », intervient un participant. Enfin, au-delà des strictes politiques agricoles, nos systèmes économique, urbanistique, commercial... mériteraient d'être repensés¹⁰, ce qui suppose une action à tous les niveaux.

Béatrice Korc, responsable du service Science et Société, clôt le débat en pointant la tendance à individualiser les comportements et les responsabilités dans nos sociétés de l'hyperconsommation : aujourd'hui, ce sont les plus pauvres qui sont souvent les plus obèses, et on responsabilise l'individu de son surpoids. Ce constat invite à questionner les responsabilités sociales et politiques. Du point de vue de la recherche, des évolutions sont également nécessaires, pour encourager les expérimentations associant acteurs socioéconomiques et citoyens et étudier de nouveaux modèles, tels que l'agriculture périurbaine, par exemple. Des évolutions que l'Université de Lyon a à cœur d'accompagner à travers sa mission Science et Société, mais qui supposent également une forte mobilisation de la société.

⁸ Le mouvement Slow Food promeut une certaine idée de l'alimentation, associant plaisir et responsabilité tant vis-à-vis des producteurs que de l'environnement : www.slowfood.fr

⁹ http://www.cens-nutrition.com/wp-content/uploads/2012/06/Press_review_CENS.pdf

¹⁰ Voir sur toutes ces questions l'article « Fonctionnement de notre agriculture : des verrous à faire sauter » : <http://etsionenparlait.hypotheses.org/851>